



20 décembre 2017

(17-7128)

Page: 1/5

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais/français

**ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE INTÉRIMAIRE ENTRE
L'UNION EUROPÉENNE ET DES ÉTATS D'AFRIQUE ORIENTALE
ET AUSTRALE (MADAGASCAR, MAURICE, SEYCHELLES ET
ZIMBABWE) (MARCHANDISES)**

QUESTIONS ET RÉPONSES

Révision

La communication ci-après, datée des 3 et 10 novembre 2017, est distribuée à la demande des délégations de l'Union européenne et de certains États d'Afrique orientale et australe (Madagascar, Maurice, Seychelles et Zimbabwe).

Question de la délégation du Canada

1.1. Le paragraphe 2.1 indique que l'article 3 du chapitre 1 de l'Accord de partenariat économique UE-AfOA prévoit "l'établissement d'un accord compatible avec l'article XXIV du GATT et l'élaboration du cadre, de la portée et des principes pour de nouvelles négociations sur la base des propositions déjà présentées et en vue d'éventuelles négociations sur d'autres questions telles qu'elles sont identifiées dans l'Accord de Cotonou et présentant un intérêt pour les Parties". Étant donné que l'accord de coopération entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, et l'UE (l'Accord de Cotonou) a été révisé pour tenir compte de nouveaux défis tels que le changement climatique (voir l'article 32A de l'Accord de Cotonou révisé à Ouagadougou le 22 juin 2010):

Sur la base de l'Accord de Cotonou, si les Parties venaient à engager de nouvelles négociations, envisageraient-elles d'inclure des dispositions supplémentaires sur l'environnement et le changement climatique?

Réponse des Parties

L'Accord UE-AfOA comporte au chapitre 5, article 53, une clause de rendez-vous sur des questions qui feront l'objet de futures négociations, y compris l'agriculture, le développement, les questions sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce et le développement durable. Les Parties pourraient envisager d'inclure des dispositions supplémentaires sur l'environnement et le changement climatique, fondées en particulier sur leurs engagements multilatéraux, comme l'Accord de Paris, et sur le principe de l'Accord de partenariat économique (APE) consistant à bâtir sur "l'acquis de l'accord de Cotonou", lorsqu'elles engageront de nouvelles négociations en vue de parvenir à un APE complet (article 4 a)).

Réponse de la délégation de Madagascar

Madagascar est actuellement en phase de mise en œuvre de l'Accord de partenariat économique intérimaire avec l'Union européenne. Madagascar est un des cinq pays membres de l'ESA à avoir signé et à mettre en œuvre cet accord. Il s'agit d'une phase transitoire jusqu'en 2020, date à laquelle prendra fin l'actuel Accord de Cotonou et qui devra voir la mise en œuvre de l'APE "complet".

L'APEi porte surtout sur le volet commercial, donnant lieu à des échanges réciproques mais asymétriques. Toutefois, pour bénéficier des appuis ainsi que des mesures compensatoires liés à la mise en œuvre de l'Accord, les pays signataires, dont Madagascar, doivent faire preuve de bonne foi et de bonne volonté quant au respect de certaines valeurs et certains principes sur lesquels se basent les dispositions convenues conjointement.

Parmi ces valeurs se trouvent, entre autres, le respect de l'État de droit et des droits fondamentaux, la consolidation de la paix et de la stabilité politique, et la lutte contre le changement climatique. Ces différentes dimensions, présentes dans l'Accord, nécessitent autant de négociations et de discussions que le volet commercial.

L'Union européenne, en accord avec les pays ACP, œuvre actuellement pour une renégociation de l'Accord de Cotonou afin de rendre l'Accord plus proche de la réalité, et dans un sens plus contraignant, tout en gardant sa flexibilité. Les engagements des parties à l'Accord, notamment en matière environnementale, pourraient ainsi se voir redéfinis et précisés de manière à avoir les impacts les plus positifs possibles.

Réponse additionnelle de la délégation de Madagascar

Oui, surtout en termes de sensibilisation. Vu l'état précaire de l'environnement malgache et l'impact négatif des changements climatiques sur l'économie en général, des mesures contraignantes de sauvegarde doivent être prévues.

Questions de la délégation des États-Unis

1.2. Le paragraphe 2.1 de la présentation factuelle indique que l'Accord a été signé par les Parties le 29 août 2009 et est appliqué à titre provisoire depuis le 14 mai 2012. Un quelconque traitement tarifaire préférentiel a-t-il été accordé – soit par l'UE aux États AfoA, soit par les États AfoA à l'UE – entre la date de signature en 2009 et la date d'application provisoire en 2012? Veuillez indiquer la ou les dates auxquelles l'Union européenne a commencé à accorder un traitement tarifaire préférentiel aux États AfoA en vertu de l'Accord intérimaire, y compris aux États AfoA qui n'ont pas encore signé l'Accord intérimaire. Pour chaque traitement tarifaire préférentiel accordé par un État AfoA à l'UE, veuillez indiquer la ou les dates auxquelles le traitement tarifaire préférentiel a commencé.

Réponse des Parties

L'APE intérimaire UE-AfoA a été conclu et paraphé par six pays AfoA, à savoir les Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe en décembre 2007, et la Zambie en septembre 2008. Dans l'attente de la signature et de la ratification de l'Accord, l'article 62 6) prévoyait un régime transitoire¹ qui améliorerait l'accès aux marchés pour ces pays dans le cadre de l'APE. En 2009, quatre d'entre eux (Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe) ont signé l'Accord, qui est appliqué à titre provisoire depuis mai 2012. En tant que PMA, les Comores et la Zambie bénéficient du régime en franchise de droits et sans contingent de l'initiative "Tout sauf les armes" (TSA) au titre du schéma de préférences généralisées. Tous les autres États AfoA qui n'avaient pas entrepris les démarches conduisant à la signature et à la ratification d'un APE sont aussi des PMA et bénéficient donc du régime préférentiel de l'initiative TSA. Les dates auxquelles chaque État AfoA a commencé à accorder un traitement tarifaire préférentiel à l'UE sont indiquées dans la section 3.1.2 de la présentation factuelle.

Réponse de la délégation de Madagascar

Madagascar a signé l'APEi en décembre 2007. À partir de cette date, et suivant le principe de l'asymétrie de l'Accord, Madagascar a de suite bénéficié du traitement préférentiel prévu pour les exportations à destination de l'Union européenne.

Quant aux importations venant de l'UE, elles ont commencé à bénéficier des termes de l'Accord en 2014.

¹ Règlement (CE) n° 1528/2007 du Conseil du 20 décembre 2007.

Réponse additionnelle de la délégation de Madagascar

Madagascar paraphait l'APEi avec un calendrier d'ouverture tarifaire de 15 ans le 11 décembre 2007. L'adhésion a été confirmée par la signature officielle de l'APEi le 29 août 2009 à Maurice. Le 23 juin 2011, les autorités malgaches ont notifié le Conseil de l'UE et le Secrétariat du COMESA de l'application provisoire de l'accord. Le 8 novembre 2011, le gouvernement a confirmé son accord pour une notification conjointe avec l'UE auprès de l'OMC. Le 14 mai 2012, l'APEi est entré en application provisoire en vertu de l'article 62 de l'APEi.

1.3. Le paragraphe 2.1 indique que l'un des objectifs de l'Accord est de soutenir l'intégration régionale en Afrique, tandis que les Parties africaines à cet APE intérimaire représentent un sous-ensemble de communautés économiques régionales qui souhaitent avoir des régimes de commerce harmonisés, voire unifiés. Les Parties pourraient-elles expliquer pourquoi elles pensent que cet accord permet d'atteindre l'objectif déclaré de soutenir l'intégration régionale en Afrique?

Réponse des Parties

L'APE intérimaire AfOA-UE a initialement fait l'objet de négociations entre tous les États AfOA et vise à soutenir l'intégration régionale de cette région. Son but est de faciliter le respect des prescriptions relatives aux règles d'origine au moyen de dispositions relatives au cumul avec le Groupe élargi des États ACP et avec les régions du Groupe ACP comme le COMESA, la SADC, etc. Il vise aussi à faciliter les échanges, y compris améliorer les procédures douanières, supprimer les obstacles non tarifaires et harmoniser les normes, pour améliorer ainsi le climat des affaires et le rendre propice aux investissements étrangers, et contribuant à la croissance et à la création d'emplois. Cela va finalement renforcer et soutenir le processus d'intégration régionale, même si tous les États ne sont pas parties à l'APE.

Actuellement, quatre États AfOA mettent en œuvre l'APE. Les Comores l'ont signé en juillet dernier et ont informé l'UE de leur intention d'achever le processus de ratification d'ici à la fin de l'année. Il se peut que la Zambie et tous les autres États AfOA décident aussi de signer cet accord ultérieurement, lorsqu'ils seront prêts. L'UE ne peut imposer l'APE aux États AfOA qui ne souhaitent pas le signer ou qui ne se sentent pas prêts à le faire, pas plus qu'elle ne peut refuser de l'appliquer à ceux qui souhaitent le mettre en œuvre.

L'APE permet de promouvoir des solutions régionales favorables au commerce et au développement en exploitant les initiatives d'intégration régionale du Groupe ACP déjà mises en œuvre. De plus, l'article 12 2) autorise les Parties à revoir leur calendrier de libéralisation tarifaire figurant à l'annexe II en vue de les harmoniser en tenant compte des processus d'intégration régionale.

Réponse de la délégation de Madagascar

L'Accord signé avec l'Union européenne contribue à renforcer l'intégration régionale en Afrique car de nombreux pays d'Afrique entretiennent des relations commerciales avec l'Europe. Dans un souci d'harmonisation, il est toujours plus intéressant que les différents pays d'Afrique adoptent la même politique envers un de leurs principaux partenaires.

Par ailleurs, les fonds destinés à accompagner les PMA dans le cadre de leur partenariat avec l'Union européenne favorisent l'intégration régionale, permettant aux pays bénéficiaires de développer la production locale et, de ce fait, l'accès aux marchés régionaux.

Réponse additionnelle de la délégation de Madagascar

C'est surtout un accord basé sur une relation de libre échange asymétrique et un régime préférentiel non réciproque. Ouverture de marché pour les États membres de l'UE: 100%; ouverture de marché pour Madagascar (AFOA): 80% avec application d'un calendrier d'ouverture tarifaire de 15 ans.

1.4. Paragraphes 3.3 à 3.5: dans le cadre de l'APE intérimaire, l'UE serait-elle exemptée d'une taxe pour le maintien de la paix imposée par l'Union africaine, dans le cas où les États AfOA appliqueraient ce type de taxe? Les États AfOA imposent-ils actuellement des taxes quelles qu'elles soient dont l'UE est exemptée? Dans l'affirmative, veuillez fournir une liste complète de ces taxes par pays.

Réponse de l'Union européenne

L'UE n'est exemptée, dans le cadre de l'APE, d'aucune taxe que les États AfOA appliqueraient. À sa connaissance, aucun des signataires AfOA de l'APE n'applique ce type de taxe.

Réponse de la délégation de Madagascar

Madagascar n'a pas de taxe de pacification et, de ce fait, aucune charge dans ce sens n'est imposée à l'Union européenne.

1.5. En ce qui concerne le paragraphe 3.4, pour quelle raison la clause NPF de l'APE intérimaire prévoit-elle que l'UE a droit à toute concession tarifaire accordée aux grandes économies commerciales? Veuillez fournir une liste complète des pays qui pourraient, au moment de cet examen, être considérés comme des "grandes économies commerciales".

Réponse des Parties

L'UE libéralise 100% de son marché en faveur des pays AfOA signataires d'un APE, mais elle prend en compte leur niveau de développement en leur donnant la possibilité de protéger leurs produits les plus sensibles contre la libéralisation, dans les limites de l'article XXIV du GATT. Si ces pays décidaient, toutefois, de libéraliser ces produits en faveur d'autres grandes économies commerciales, l'UE s'attendrait naturellement à bénéficier du même traitement. Cela n'est pas applicable aux accords avec des pays ou des régions ACP.

L'expression "grande économie commerciale" se réfère à tout pays développé, tout pays dont la part dans les exportations mondiales de marchandises est supérieure à 1% ou tout groupe de pays agissant individuellement, collectivement ou dans le cadre d'un accord d'intégration économique dont la part cumulée dans les exportations mondiales de marchandises est supérieure à 1,5%. Les pays pouvant être considérés comme des "grandes économies commerciales" peuvent donc varier au fil du temps.

1.6. Le paragraphe 4.15 du document du Secrétariat indique que l'"Accord restera en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de l'APE complet". Qu'advient-il si l'APE complet n'entre jamais en vigueur pour certains des partenaires africains? Existe-il une date de dénonciation pour l'APE intérimaire? Quelles procédures intérieures d'approbation sont exigées par l'UE et ses partenaires pour qu'un APE intérimaire entre en vigueur?

Réponse des Parties

L'APE intérimaire conclu avec les partenaires AfOA ne traite pas les questions liées au commerce qui en feraient un accord complet. C'est la raison pour laquelle l'APE intérimaire se réfère à l'APE complet et comporte une clause de rendez-vous (article 53) pour poursuivre les négociations sur ces questions. Toutefois, l'APE actuellement mis en œuvre est un accord international autonome qui peut entrer en vigueur indépendamment des discussions sur l'APE complet. De plus, il n'existe aucune date de dénonciation pour l'APE intérimaire.

L'UE et ses partenaires AfOA doivent suivre leurs règles et procédures constitutionnelles ou internes applicables pour signer, ratifier ou approuver l'Accord. Celui-ci est actuellement appliqué à titre provisoire par l'UE et quatre États AfOA (Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe) conformément à l'article 62 4).

D'après les règles et procédures de l'UE, tous les pays AfOA signataires doivent ratifier l'Accord avant que tous les États membres de l'UE fassent de même. L'Accord entrera ensuite en vigueur le premier jour du mois suivant la date de dépôt du dernier instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

À titre d'observation générale, l'UE souhaite indiquer que plusieurs documents présentant les principales caractéristiques des APE ainsi que leurs avantages ont été publiés sur son site Web: <http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/development/economic-partnerships/>.

Réponse de la délégation de Madagascar

Le début du calendrier était en 2014 (pour 15 ans), l'application de ce calendrier prendra fin donc en 2022 (dissolution des taxes), l'issue de cet accord dépendra de la politique gouvernementale.
